

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

N° 2/2019

Deux pays, une même vision



Editorial :

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi
radiosgrandslacs@gmail.com



Facebook : Maison de la Presse du Burundi

CHIRO Burundi

Gitega, Burundi
chiro.amahoro@yahoo.fr



Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo
ong_svh@yahoo.fr



Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



Dernièrement, le monde entier a suivi la jeune Suédoise Greta Thunberg et son mouvement « Fridays for Future » ou « grève étudiante pour le climat ». Certains crient avec l'enthousiasme : « Voilà, la bof-génération (désillusionnée) est finalement réveillée. » D'autres crient à l'instrumentalisation de la jeune Greta.

La réalité est que beaucoup de jeunes gens partout au monde sont plus sensibles à toute forme d'injustice et de souffrance. Ils sont prêts à consentir même des sacrifices pour combattre l'injustice, même quand cette dernière est acceptée ou tolérée par le commun des mortels. C'est pour cette raison que le programme d'EIRENE Grands Lacs fait entendre la voix de la jeunesse dans le Territoire de Fizi en RD Congo ainsi qu'au Burundi. Nos partenaires Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et CHIRO-Burundi accordent aux jeunes aux préoccupations diverses des cadres pour s'exprimer et agir pour davantage de cohésion sociale.

SVH a mis en place des Clubs de Paix dans des écoles secondaires entre autres à Lusenda. Là, de jeunes élèves burundais et congolais parlent sans complaisance des nombreux préjugés qui existent entre les résidents et réfugiés. De jeunes garçons avouent que les hommes doivent changer de comportement vis-à-vis de leurs femmes. Des élèves prennent les devants pour la gestion non-violente des conflits et pour la protection de l'environnement.

Pour répondre à certains de leurs besoins, les jeunes préfèrent souvent parler à leurs pairs plutôt qu'aux adultes. Car ces pairs sont considérés comme des partenaires importants pour promouvoir la paix. SVH soutient les jeunes engagés à développer des modèles de leadership dans leur contexte de vie, en tant que membres actifs de leur communauté.

C'est pareil au Burundi. Notre partenaire CHIRO-Burundi accorde aux jeunes un cadre de formation intégrale. Les jeunes apprennent à servir dans la droiture et en solidarité



avec leur communauté pour une transformation positive. Ainsi, CHIRO-Burundi et SVH accordent plus de responsabilité aux jeunes. Ces derniers sont considérés comme des partenaires de valeur, capables de prendre des décisions appropriées afin de répondre aux défis du moment.

Avec son projet « Médias et Paix », la Maison de la Presse du Burundi intervient de manière transversale pour appuyer CHIRO-Burundi et SVH avec ses outils de communication pour la paix et la non-violence. Les débats publics radio ou les émissions interactives sur des sujets conflictuels par exemple offrent aux jeunes des cadres pour exprimer leurs opinions.

Au terme de 12 ans d'engagement pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs, EIRENE élargit son programme afin de lier les actions de paix à celles de développement. Le nouveau projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) ambitionne de renforcer les capacités des associations rurales à Gitega pour gérer de petites entreprises communautaires qui créent des emplois et génèrent des revenus. Une modeste mais prometteuse contribution à la lutte contre la pauvreté.

Berend Becker

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

SOMMAIRE

Si nous n'agissons pas, qui d'autre le fera ?

Jacques Asunge , Evariste Mfaume



4

L'unité dans la diversité en période pré-électorale

Clothilde Nyandwi, Soumana Kailou



6

Des élections paisibles sont possibles en 2020

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



8

Tubane mu mahoro !

Clothilde Nyandwi, Soumana Kailou



9

La paix et le pain !

Berend Becker



12



Eliane Niyonsaba (à gauche) lors de la célébration de la journée internationale de la paix à Lusenda

Lusenda-Territoire de Fizi/RD Congo

Si nous n'agissons pas, qui d'autre le fera ?

Rashidi Nende, élève congolais et Eliane Niyosaba réfugiée burundaise à Lusenda s'engagent contre les violences sexuelles basées sur le genre et une meilleure cohabitation entre réfugiés et résidents. La journée internationale de la paix (21 septembre 2019) a servi d'espace pour arriver à un public plus large. Les deux constituent des modèles pour les autres jeunes.

Nous sommes samedi 21 septembre, les élèves de Lusenda investissent par centaines dans les rues, chantant et dansant. Certains portent des pancartes avec des messages en faveur de la paix. Eliane Niyosaba (réfugiée burundaise) et Rashidi Nende (résident congolais) sont au milieu avec leurs camarades du club de paix. « *Regardez autour de vous. Tous ces élèves, résidents et réfugiés sont unis. Ils ne veulent rien d'autre que de vivre en paix.* », lance avec enthousiasme Rashidi Nende.

Au terme d'une heure de marche pour la paix, un match de football oppose les équipes mixtes de réfugiés et résidents. L'ambiance est festive, bon enfant ! Le sourire est presque sur tous les visages. Les perdants ne sont pas frustrés. Il reste la finale de la compétition « questions-réponses » entre des écoles et de petits

spectacles de danse moderne et une chanson pour la paix « inventée » par des jeunes élèves, pour la circonstance. « *Tel est l'un des moments où tous les sacrifices consentis sont récompensés. Des moments que je n'oublierai jamais* », crie plus tard Rashidi aux jeunes chanteurs, à l'aide d'un microphone.

« *... Jusqu'en 2017, j'avais du mal à vivre avec les élèves réfugiés burundais dans ma salle de classe. Je les considérais comme des criminels, au même titre que leurs parents... Cela m'avait poussé à m'asseoir avec les seuls élèves de ma communauté...* », se souvient Alphonsine Makyambe, l'air pensif. « C'est grâce au club de paix dans notre école que je me suis ouverte petit à petit, jusqu'à changer radicalement. Sinon, j'aurais toujours un cœur rancunier envers les élèves réfugiés burundais. », ajoute-t-elle.

Le club de paix, un outil de conscientisation

Les autres élèves plus actifs dans le club de paix à l'Institut Rutanga sont entre autres Rashidi Nende et Eliane Niyosaba. Le club est devenu leur passion. Les membres de ce dernier se sont liés d'une amitié profonde. « *Nous sommes témoins de certaines erreurs de la génération de nos parents et grands-parents. Pas question de retomber dedans !* » dit Rashidi, déterminé plus que jamais à agir. « *L'intolérance politique, les divisions ethniques, la discrimination des femmes et filles, la justice populaire, la sorcellerie, la corruption sont les grands maux qui rongent nos communautés... Or, dit-on, aux grands maux, de grands remèdes* », suggère-t-il. Après l'avoir regardé, Eliane ajoute : « *Si nous n'agissons pas, qui d'autre le fera ? Et si ce n'est pas maintenant, alors quand ?* »

Selon Honoré Bikake Nyange, préfet des études à l'Institut Rutanga, l'harmonie entre les élèves vient de loin. Leur acceptation totale a été tout un processus réussi grâce aux efforts et même aux sacrifices consentis par Rashidi et Eliane dans le cadre du club de paix. « *Il y a trois ans, les divisions étaient profondes entre les élèves réfugiés burundais et résidents de notre coin. Malgré notre implication, la situation n'avait pas bougé d'un iota* », explique Honoré Bikake.

Suite à cette situation, les élèves résidents et les réfugiés burundais s'insultaient et se calomniaient sur la place publique. « *L'environnement scolaire était devenu invivable. Mais, depuis que le club de paix a démarré ses activités en 2017 dans cette école, les élèves s'acceptent mutuellement et vivent en harmonie. Ce qui impressionne plus d'un.* », ajoute-t-il

En découdre avec les préjugés

Les relations entre les deux communautés se décrispent tant à l'école qu'aux villages. Même les parents d'élèves s'en frottent les mains. C'est le cas de Fikiri Abonga, résident et président du comité des parents à l'Institut Rutanga : « *... nous avons reçu pas mal d'invitations du préfet, demandant notre implication face aux problèmes d'acceptation entre les élèves. Les activités parascolaires devenaient inefficaces pour neutraliser les divergences entre les élèves résidents et réfugiés...* », indique-t-il.

Pour Jafari Honorata, réfugiée Burundaise de 1972, résidente hors camp à Lulinda et parent d'élève, les barrières linguistiques entre les élèves réfugiés et résidents est un autre facteur qui avait accentué la méfiance. Les premiers parlaient Kiswahili, les seconds le Kirundi.

Amisi Mayuto, président de la société civile de Lusenda dit avoir suivi de bout en bout l'évolution de la situation. Pour lui, les préjugés entre réfugiés burundais et les résidents avaient joué un rôle crucial pour envenimer la situation. « *Ils se traitaient mutuellement de voleurs, de bandits et de violeurs. Les résidents en venaient à taxer les réfugiés de « sous-hommes »*, déplore Amisi Mayuto. Ce qui a dépassé les limites de l'acceptable jusqu'à polluer l'environnement scolaire local... Il était temps, si pas tard que le projet « Tujenge Tamoja » de SVH renforce l'approche du club de paix en milieu scolaire.



Rashidi Nende

Pour Abungwe Ishibokyo, chef du sous-village Abukeci de Lusenda, la paix des élèves dans les écoles dépend en grande partie des attitudes et comportements des parents. Les élèves membres du club de paix peuvent aussi influencer positivement leurs parents en leur inculquant une culture de paix et de non-violence, en complément au travail de la Dynamique Locale de Paix (DLP).

Jacques Asunge, Chargé de Projet « Tujenge Pamoja »

Evariste Mfaume, Directeur Exécutif de SVH

Club de Paix

Le « Club de Paix » est une structure des jeunes élèves mise en place pareux dans la plupart des écoles du site du projet « Tujenge Pamoja », au terme des activités de campagne d'éducation à la paix menées par le projet en milieux scolaires en 2016.

L'objet est de parler de la paix, de ses héros, des qualités de chacun et faire un travail sur le mieux vivre ensemble et la non-violence.

Chaque club est composé de 20 membres par école (10 filles et 10 garçons) avec un comité directeur de 6 membres dont 3 filles et 3 garçons qui s'engagent à accompagner les autres dans la résolution pacifique de leurs conflits. Il s'agit de l'approche « médiation par pair » qui vise à inculquer les principes d'éducation à la paix et la non-violence aux jeunes élèves. Les membres s'engagent de vivre la non-violence au quotidien. Car, comme le disait Mahatma Gandhi « Vous devez être le changement que vous désirez voir dans ce monde. »

L'unité dans la diversité en période pré-électorale

Depuis deux ans, le mouvement CHIRO-Burundi organise une semaine culturelle pour la promotion de la cohésion sociale et célèbre avec éclats la Journée Internationale de la Paix. Ainsi, les membres CHIRO oublient leurs différences pour jouer, travailler et apprendre ensemble.



Les jeunes Chiros lors de la semaine culturelle

Le 21 septembre 2019, les membres de CHIRO-Burundi ont fêté en grande pompe la Journée Internationale de la Paix. La célébration a commencé par une marche pour la paix où les fanfares ont créé l'ambiance à Gitega. A suivi un programme varié avec des exposés et spectacles de danse. En plus, les membres de CHIRO ont contribué au thème de la journée « Comment les conflits fonciers compromettent la paix sociale ? », après avoir planté de nombreux arbres. Au Burundi, entre 80 et 90 % des dossiers pendants devant les juridictions sont liés aux questions foncières.

Presque tous les invités à la célébration avaient participé à la semaine culturelle de CHIRO-Burundi à Gitega, du 19 au 21 août. Le thème de cette année tenait au dévouement des jeunes chrétiens pour la paix avant, pendant et après les élections. Elle avait pour objectif principal de conscientiser les jeunes sur les enjeux politiques en période électorale à travers entre autres des chants, le théâtre participatif, des sketches, des jeux concours

(courses et questions-réponses) et un débat sur la communication non-violente et la gestion pacifique des conflits.

Les activités reflètent les valeurs CHIRO caractérisées par l'amour du prochain, le respect des biens d'autrui, la croyance en Dieu, la paix, la vaillance et la bravoure. CHIRO-Burundi réunit les gens de tous âges, genres, ethnies et classes sociales différentes. L'unité dans la diversité constitue la grande richesse du mouvement.

Renforcer l'esprit et le corps

Le thème choisi pour la semaine culturelle résulte d'un constat général que les élections au Burundi enregistrent toujours de la violence verbale, physique, psychologique et structurelle. Au cours de processus électoral, les jeunes sont manipulés par certains politiciens malveillants pour générer de la violence dans le but de faire peur et

intimider les membres des partis politiques adverses. CHIRO est aussi affecté : certains de ses membres sont auteurs ou victimes de cette violence. Pour prévenir la violence, une sensibilisation permanente des membres est partant nécessaire.

« *La semaine culturelle nous a permis de démontrer au public que les valeurs chrétiennes du mouvement CHIRO sont un vecteur de la paix et de cohésion sociale. Personnellement, les débats sur les enjeux électoraux m'ont inspiré. J'y ai trouvé quelques pistes pour aider mes amis qui sont facilement manipulables* » selon Firmin Barangenza, membre du CHIRO.

À part des activités culturelles et éducatives, les travaux communautaires font toujours partie du programme. Le travail communautaire est un pilier important du mouvement. Il renforce l'esprit et le corps. Les relations durables et bienveillantes sont créées pendant ces moments de travail. « *C'est malheureux de considérer un frère ou une sœur avec qui tu as travaillé, construit une classe, aménagé un terrain de sport, planté des arbres, souffert pour le bien de la communauté comme ton ennemi, juste parce qu'il ou elle ne partage pas tes convictions politiques. Le travail communautaire nous aide donc à mieux vivre ensemble* », estime une femme CHIRO, invitée à la semaine culturelle.

Pour elle, vivre les valeurs du mouvement et rester pacifique ne suffit pas. « *Nous devrions travailler au côté des autres jeunes des succursales et des paroisses pour les informer et les sensibiliser sur l'impact de la manipulation et de l'achat de conscience qui sont non seulement interdits par la loi mais aussi par les valeurs de l'Église Catholique.* », ajoute-t-elle.

Avoir raison ne signifie pas que l'autre a tort

Mais, le théâtre participatif sur la résilience de jeunes a surtout provoqué des débats intenses. Le sujet de la participation des filles et femmes dans la politique a également soulevé la controverse, les uns étant pour, les autres contre.

Madame Chantal, encadreuse du club « Amarama ya CHIRO » trouve le théâtre participatif bien instructif pour elle et pour les jeunes sous son accompagnement. « *A travers les discussions, nous avons tous compris qu'être membre d'un parti politique en tant que jeune est un droit et se présenter aux élections pour voter est un devoir de tout citoyen burundais.* », explique-t-elle.

« *Avoir des idées divergentes est tout à fait normal mais s'approcher pour comprendre la perception de l'autre s'avère nécessaire afin d'avoir une compréhension commune des choses. Je vais toujours me rappeler un moment de la semaine culturelle. Un jeune qu'avait fait un dessin. Les uns disaient que c'est un canard, les autres voyaient un lapin. Certains commençaient même de se disputer. Et à la fin nous avons constaté que tous les deux avaient raison. On pourrait voir un canard ou un lapin. La perception des choses peut être différente et nous devrions tolérer de voir différemment. Si nous arrivions aux élections de 2020 sans heurts et sans défaillances, nous aurions fait un grand pas devant* » constate Chadrack Mutoniwimana, participant dans la semaine culturelle.

**Clothilde Nyandwi, Chargée de Projet «Amahoro»
Soumana Kailou, Assistant Technique d'EIRENE-CHIRO-Burundi**



Pendant les travaux communautaires

Des élections paisibles sont possibles en 2020

Depuis quelques temps, la cohabitation entre les jeunes militants des partis politiques opposés s'améliore, grâce notamment aux messages d'apaisement des leaders des partis et aux activités inclusives. Un débat en direct réalisé le 04 octobre à Ngozi a permis de mettre en exergue les avancées et les défis en cette période pré-électorale.



Joseph Nahimana, vice-président du CNDD-FDD à Ngozi

« **L**a cohabitation entre les jeunes militants des partis politiques est globalement bonne dans toutes les communes de la province de Ngozi (Nord), malgré quelques écarts de comportement. Certains administratifs à la base prennent souvent des décisions inéquitables » fait remarquer Jean Berchmans Hakizimana du parti UPRONA. De son côté, Joseph Nahimana, vice-président du CNDD-FDD salue que la tension ait baissé d'un cran entre les jeunes adversaires politiques jusque sur les collines. « C'est le résultat des enseignements inclusifs et des activités sportives. Il y a même des matchs de football entre les jeunes des partis politiques différents. A part ceux-là, nous tenons des séances d'enseignements à l'interne de notre parti pour nos jeunes », dit-il.

Selon les invités à un débat public radio tenu de vendredi 04 octobre à Ngozi et diffusé en direct sur radio Isanganiro, la situation s'est globalement améliorée depuis quelques temps. Mais tout n'est pas rose, à en croire Jonas Nahimana, représentant du CNL dans cette province. « Avec les réunions inclusives, une amélioration est là. Mais, il subsiste une violence verbale et des actes de provocation de nos militants de la part des Imbonerakure, surtout dans les communes Nyamurenza,

Kirembe et Gashikanwa. Les administratifs défailants ne transmettent pas les conclusions de nos réunions jusqu'à la base », se plaint-il. Pour étayer son propos, il rappelle qu'une maison d'un Inyankamugayo (membre du CNL) a été détruite le 29 septembre sur la colline Murama, commune Nyamurenza.

Michel Masabo de l'« Association Volontaire des Droits des Prisonniers » (AVDP) conseille aux jeunes d'éviter des actes de criminalité qui ne font que gêner leur vie. « Dans les prisons, les jeunes que nous rencontrons reconnaissent avoir commis des crimes, pas suite à leur appartenance politique », dit-il, afin de les amener à réfléchir.

Cultiver le blé et non l'ivraie

Pour l'administration provinciale, le Gouvernement a initié des cadres de dialogue et de rapprochement pour que les préoccupations légitimes soient exprimées et que des solutions appropriées soient trouvées. « Nous organisons des réunions inclusives depuis la province jusqu'aux collines. Nous invitons les responsables des partis politiques qui y participent à relayer les messages de rapprochement au niveau de la base. C'est comme ils doivent apprendre à

leur militants le respect de la loi qui interdit notamment l'ivresse et la débauche », rappelle le Conseiller du Gouverneur Ezechiel Minani, lors du débat.

« Les élections de 2020 se dérouleront bien et seront paisibles », anticipe Emérencienne Nduwimana, représentante de l'association de la société civile « *Icirore c'amahoro* » (miroir de la paix). Elle salue l'accalmie qui règne dans les communes de Kiremba, Nyamurenza et Gashikanwa après des mois de chicaneries et d'intolérance entre les jeunes Imbonerakure et Inyankamugayo. Mais, elle conseille aux gens de ne pas dormir sur leurs deux lauriers. « Si les uns cultivent le blé, d'autres cultivent l'ivraie », résume-t-elle, citant un proverbe récurrent dans les conseils du Gouverneur de Ngozi.

Lors de l'inauguration d'une permanence du CNDD-FDD à Butezi en province Ruyigi (Est) ce dimanche 06 octobre, le Secrétaire Général de ce parti a invité les administrateurs communaux à traiter équitablement les partis politiques. « Si vous empêchez aux partis d'opposition de tenir des réunions, comment saurez-vous les desideratas de vos administrés ? Laissez-les parler, vous critiquer pour savoir comment rectifier le tir ! Le CNDD-FDD n'est pas là pour être encensé. Il est là pour garantir la quiétude du peuple entier », a notamment conseillé Evariste Ndayishimiye.

Des projets de société et non des individus

« Ugaya aho uba rikarenga ariho uri (si l'on se plaint seulement de sa situation, on n'en sort jamais) », selon Herménégilde Sigahurahura, retraité et représentant de l'institution des Bashingantahe (sages), appelant les

jeunes à l'action positive. « Le pays nous appartient tous. Nous avons les mêmes droits et les mêmes devoirs. Rassurons-nous les uns les autres et nous vivrons en paix et en harmonie », conseille-t-il.

Ainsi, Ezéchiel Minani, Conseiller du Gouverneur de province s'engage à multiplier les activités de rapprochement des jeunes militants des partis politiques. Pour lui, le travail et le jeu par exemple permettent aux jeunes de discuter de toutes les questions qui les divisent et d'y trouver des solutions. Quant aux comités de sécurité, ils sont désormais ouverts à tous les partis politiques et non aux seuls élus. « Nous serons intraitables envers les jeunes violents, quelle que soit leur appartenance politique. La loi s'appliquera dans toute sa rigueur pour décourager les récalcitrants. La période pré-électorale est particulière dans la vie du pays. Il nous faut lutter efficacement contre l'impunité qui nous empêcherait d'atteindre nos objectifs », avertit-il.

Quant au panéliste, Frère Emmanuel Ntakarutimana, il conseille l'expression libre et dans le respect mutuel et d'éviter la diabolisation et la dramatisation. « Cultivez le respect mutuel, le dialogue et la tolérance. Respectez les permanences des partis politiques. Que l'administration joue pleinement son rôle irremplaçable. Que nos jeunes comprennent la démocratie et le rôle des partis politiques. Après tout, ils iront élire, non pas des individus mais des projets de société susceptibles de promouvoir la paix et le développement ».

Anacleth Hakizimana, Chargé de Projet « Médias & Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique d'EIRENE-MdlIP

Tubane mu mahoro !

Depuis juin dernier et en collaboration avec la Maison de la Presse, CHIRO-Burundi, projet « Amahoro » s'est doté d'une émission interactive « Tubane mu mahoro » (cohabitons en paix) pour renforcer ses actions de paix et de cohésion sociale dans l'Archidiocèse de Gitega. Diffusée sur Star-FM, cette émission a le mérite de faciliter le feed-back des auditeurs.

« Un jour, nous sommes parvenus à régler un conflit foncier qui opposait deux familles. Ces dernières se disputaient autour de la délimitation de leurs parcelles voisines. Leurs membres allaient se tuer à l'aide des houes. », témoigne, le visage rayonnant de joie Médiatrice Nshimirimana, membre du Mouvement d'Action Catholique CHIRO-Burundi, Paroisse Mushasha.

De son côté, Firmin Barangenza, Dirigeant Diocésain adjoint à Gitega rappelle que les membres du mouvement CHIRO sont des messagers de la paix, au service de la Partie et de l'Eglise Catholique, avec pour devise « la prière, le travail et le jeu ». « Dans chaque région pastorale, nous aidons l'ensemble de la communauté à gérer les conflits sans recourir à la violence ou à les prévenir. Ces conflits sont essentiellement liés aux questions foncières, les violences domestiques, le concubinage et

les grossesses non désirées... Nous promouvons aussi le mouvement associatif et les coopératives pour l'auto-développer », explique-t-il.

Pour y arriver, le mouvement a mis en place dans toutes les régions pastorales de l'Archidiocèse de Gitega des équipes mobiles avec parité hommes-femmes pour aider à gérer ou à prévenir les conflits. Les jeux et activités culturelles sont également mis à contribution surtout avec la troupe théâtrale « Bungabunga amahoro ». Cette dernière mène des tournées pour jouer ses quatre pièces de théâtre participatif, notamment sur les violences faites aux femmes et les conflits fonciers.

Firmin Barangenza et Médiatrice Nshimirimana, s'exprimaient le vendredi 20 septembre 2019 lors d'une émission interactive diffusée entre 16h et 17h sur la radio communautaire Star FM de Gitega. Cette émission a été initiée dans le cadre d'un partenariat entre cette

radio et CHIRO-Burundi, projet « Amahoro » depuis juin dernier. Elle aide les Chiros à régler pacifiquement les conflits communautaires, pour la cohésion sociale.

Atteindre même les non-Chiros

Thérance Ndayizeye, le troisième invité de l'émission interactive salue le travail déjà réalisé par les Chiros pour le rapprochement et la prévention de la violence. Mais, il recommande aux Chiros de s'ouvrir aux autres confessions religieuses au lieu d'opérer en vase clos. Ce qui se remarque surtout lors des camps de travail. « *Tous les burundais ne sont pas des catholiques. Il faut aussi pouvoir régler des conflits impliquant des non-catholiques, des protestants ou des musulmans par exemple* », propose-t-il. Firmin Barangenza reconnaît le défi, tout en acceptant d'avancer. « *Nous avons commencé par balayer devant notre propre maison* », réplique-t-il.

Du coup, Innocent Nkezumukiza, animateur du Centre Polyvalent des Jeunes pour la Paix (CPJP) de CHIRO-Burundi à Mushasha intervient en direct par téléphone dans l'émission. Pour rappeler qu'il y a un pas déjà franchi dans l'inclusion des non-catholiques. « *Le CPJP accueille tout le monde : les catholiques, protestants, musulmans et autres confessions religieuses. Nous y encadrons les jeunes avec des activités culturelles et sportives. Ce qui les aide à préparer leur avenir* », explique-t-il.

L'émission interactive « Tubane mu mahoro » mise en place en juin dernier a déjà réalisé et diffusé deux émissions : celle du 20 septembre sur « la résilience socio-économique des jeunes pour la paix » ainsi que la première émission du 20 juin qui s'articulait sur « les valeurs et principes du mouvement CHIRO-Burundi ».

Fruit d'un coaching in-situ

Pour lancer l'émission interactive, la radio communautaire Star FM (96.5 FM, Quartier Nyabugogo, Avenue Kigwena) a bénéficié d'un coaching du 03 au 07 juin 2019. Techniquement outillée pour mener un partenariat dans le cadre de la mise en œuvre des activités de CHIRO-Burundi, projet « Amahoro », elle dispose aussi de trois journalistes déjà formés par la Maison de la Presse du sur plusieurs modules du Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) durant ces trois dernières années.

Ainsi, pour produire la première-émission-type, ce coaching a été réalisé par le Chef de projet « Médias & Paix » durant 05 jours, pour les 03 journalistes de la radio ayant déjà bénéficié d'une formation sur le JSC. Les sous-thèmes développées ensemble étaient notamment : les principes du JSC, comment produire une émission (table-ronde, débat, magazine ou panel) sur un sujet conflictuel et pour la cohésion sociale, comment produire une émission de qualité sur un sujet conflictuel sur lequel travaille déjà le projet « Amahoro » de CHIRO-Burundi. ?

Il était ensuite question d'agir en tripartite (journalistes, équipe projet Amahoro et formateur-coach) pour nommer l'émission, choisir le sujet, l'angle, les invités, préparer l'émission, l'interaction avec les auditeurs qui interviennent en direct par téléphone ou sms, la progression, le conducteur, la disposition, l'indicatif, les transitions, le sketch radiophonique d'introduction préparé par la troupe théâtrale « Bungabunga amahoro », Bref, y mettre tout le paquet pour bien préparer l'émission modèle du 20 juin et ainsi gagner le pari !

Clothilde Nyandwi, Chargée de Projet « Amahoro »

Soumana Kailou, Assistant Technique d'EIRENE-CHIRO-Burundi



Pendant une émission interactive en direct sur Star FM

« Dans dix ans, je vois un Burundi où il n’y a plus de réfugiés ni exilés politiques »

Vous êtes spécialisé en transformation des conflits. Quelle est votre motivation personnelle ?

C.N : Je suis convaincu dans ma foi intérieure que sans la paix rien ne peut avancer. Pour moi, la paix est le moteur du développement et la fondation de beaucoup de choses. J’aimerais bien contribuer en termes de réponses aux facteurs clés du conflit ou de l’instabilité socio-économique au Burundi.

Comment se fait votre travail pour la paix, concrètement ? Qu’est-ce que vous avez fait pendant la crise politique de 2015 par exemple ?

C.N : Pendant la crise en 2015, j’ai toujours aidé, dans le sens d’interpeller les gens qui avaient des idées différentes à prendre la voie pacifique dans la résolution de leurs conflits. J’interpellais les gens que la voie violente fait perdre tout le monde. Il faut s’asseoir et trouver ensemble des solutions gagnantes.

Quels sont les facteurs qui ont provoqué la crise en 2015 ?

C.N : C’est complexe et cela mérite une analyse profonde. Il y a cinq dimensions importantes : l’histoire politique du Burundi, le contexte économique, le contexte social, le contexte environnemental et le contexte juridique. Si nous prenons l’histoire du pays, il y avait des conflits qui n’ont pas trouvé des solutions durables. Nous avons observé des violences cycliques. Cela fait partie des facteurs qui ont provoqué la crise en 2015.

Vous parlez des violences cycliques. Maintenant pour 2020 vous, êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

C.N : Moi, je suis optimiste. Pourquoi ? J’ai l’espoir que les Burundais apprennent de leur passé. J’ai l’espoir qu’avec les différentes expériences : 1961, 1972, 1993... Même de 2015, les Burundais ont appris leurs leçons et sont prêts à organiser des élections libres et transparentes, et que le processus électoral peut se dérouler en paix.

Est-ce qu’il y a des indicateurs qui confirment votre optimisme ?

C.N : Oui, bien sûr. Il y a un certain niveau de tolérance des hommes politiques. Même si nous observons des tensions entre certains individus à cause de leur appartenance politique. Il y a des discours des acteurs politiques qui sont encourageants, qui rassurent les gens, que les élections vont se passer en paix.

Oui, la bonne volonté est là, mais pourquoi c’est tellement difficile de contrôler certains jeunes militants des partis politiques ?

C.N : Des fois, il y a des individus qui sont trop hostiles, qui agissent dans l’ignorance. Ils ont mal d’accepter l’opinion des autres. Ce n’est pas facile de contrôler ces

jeunes. Mais, leurs responsables et les hommes politiques font quand même l’effort pour assurer que les élections peuvent se dérouler en bonne et due forme.

Quel est votre message aux jeunes militants des partis politiques ?

C.N : Mon message est très simple. D’abord, au lieu de se focaliser sur les facteurs de division, il faut savoir qu’il y a beaucoup de choses qu’on partage. Chaque fois qu’il y a des conflits entre deux ou plusieurs groupes, il faut chercher les facteurs de connexions, les intérêts communs. Nous sommes tous Burundais - notre patrie compte. C’est mieux de s’identifier comme Burundais au lieu de s’identifier par son appartenance politique. En tant que Burundais, nous avons tous les intérêts et problèmes communs, des opportunités communes, même des besoins communs. Pour cela, c’est mieux de se mettre ensemble et de s’accepter mutuellement, malgré les différentes opinions politiques. Les jeunes militants des partis politiques devraient réfléchir sur ce qu’ils peuvent faire ensemble dans leur diversité pour un avenir meilleur. La diversité n’est pas un handicap - c’est une opportunité, une force.

Et vous, personnellement, qu’est-ce que vous faites pour contribuer à la tenue des élections non-violentes en 2020 ?

C.N : Je lance un appel là où je peux. Un appel simple : personne ne peut dire qu’il a gagné quelque chose pendant les moments difficiles dans notre pays. Personne ne peut dire qu’il a gagné lorsque son frère ou sa sœur a fui, est part(e) en exil. Personne ne peut dire qu’il a gagné lorsque son compatriote a perdu sa vie. Personne ne peut dire qu’il a gagné lorsqu’il y a une route qui est détruite... Nous sommes des frères et sœurs qui partagent la même langue, la même culture, la même patrie, les mêmes intérêts. Ces facteurs communs devraient nous servir comme base pour garder la cohésion sociale malgré des différences. Les élections, c’est juste un moment, mais la vie doit continuer après les élections. Les élections sont justes un événement politique qui ne devrait pas nous faire reculer en arrière. Mais plutôt, nous devrions les gérer dans toute responsabilité pour faire avancer les choses.

Une dernière question : ou est-ce que vous voyez le Burundi dans dix ans ?

C.N : Dans dix ans, je vois un Burundi où les citoyens sont devenus de plus en plus responsables. Où on a des autorités et officiels dans des institutions gouvernementales qui sont redevables. Qui occupent leurs postes sans poursuivre leurs propres intérêts mais pour servir leur patrie, pour satisfaire les besoins des citoyens. Dans dix ans, je vois un Burundi où il n’y a plus de réfugiés ni exilés politiques.



Pierre-Claver Maniragumije montrant un stock de savon produit

La paix et le pain !

Depuis janvier 2019, EIRENE Grands Lacs et ses partenaires mettent en œuvre à Gitega le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) ». Douze sur les 20 micro-projets planifiés sont déjà opérationnels. L'objectif est de contribuer avec des actions de développement à celles de paix.

L'association « Kiremeshamiryango » de CHIRO-Burundi, Paroisse Mumuri a son propre moulin à grains. Ce dernier sert pour moudre le maïs, l'éleusine, le sorgho et le manioc. Il rapporte, en ces débuts d'activités en moyenne 9.000 Fbu (5 USD) par jour, avec espoir que ça ira en crescendo. Ainsi, Virginie Nahishakiye se frotte les mains. « *Le moulin est près de chez moi. Je ne fais plus 02 kilomètres pour aller à Songa. En plus, sa farine est bien fine* », se réjouit-elle. « *Il nous faut aussi une décortiqueuse de riz de marais. On fait plus de 07 kilomètres pour arriver à Maramvya* », suggère-t-elle.

Les 20 membres de l'association se relaient pour exploiter le moulin, appuyés par un technicien et un veilleur de nuit. « *Nous avons réduit le prix pour les clients de 10 Fbu et de 20 Fbu pour nos membres. Ce prix était de 50 Fbu par kilo au départ. Le tamis de notre moulin est aussi apprécié* », explique Déo Ntakirutimana, Dirigeant Diocésain de CHIRO-Gitega.

A Rubagabaga, commune Mutaho, 30 femmes musulmanes de l'association « Tusaidizane » (« soutenons-nous »), membre de la Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) exécute un micro-projet d'élevage de 30 chèvres combiné avec la culture de pomme de terre.

« *Nous avons construit une étable, amené des herbes sèches où vivront les chèvres et nous relayerons pour les amener brouter et les rentrer à l'étable* », explique Spès-Caritas Iradukunda, présidente de l'association.

A Mukoro, commune Bugendana, l'association : « *Jeu-nesse engagée pour la santé sexuelle et reproductive pour le développement* » de l'Eglise Anglicane du Burundi (EAB) dispose d'une savonnerie. Ses 20 membres, hommes et femmes se relaient pour fabriquer des savons à partir des palmis (imise, grains de palmier à huile) venant de Rumonge.

Parfois, la matière première se raréfie. « *Nous venons de faire une semaine de chômage forcé suite au manque de palmis* », déplore Pierre-Claver Maniragumije, Président de l'association. Le stock fait également défaut. Ce qui empêche de vendre au détail. Les commerçants raflent toute la production. « *En deux semaines, nous avons réalisé trois productions de savons à partir du mélange d'eau, acide et palmis à l'aide d'un mélangeur. Les savons sont par la suite découpés et emballés. Nous avons enregistré 671 200 Fbu (360 USD) comme chiffre d'affaire, dont 1/3 comme bénéfice. Nos savons sont bien compactés et appréciés sur le marché* », témoigne-t-il.

Agir en consortium

Ces micro-projets sont mis en œuvre en milieu rural par le projet FAIR. Ce dernier est financé par l'organisation allemande Pain pour le Monde (PpLM) via EIRENE Grands Lacs. Il est exécuté dans le cadre d'un consortium de quatre organisations : CHIRO-Archidiocèse de Gitega, COMIBU/Alliance des Imams du Corridor Nord pour les Droits Humains, EAB/Diocèse de Gitega et Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega (ODAG/Caritas).

« Nous encadrons les micro-crédits. Sur les 20 escomptés (05 par organisation), 12 sont déjà opérationnels (03 par organisation). Pour les 08 restants, le processus de sélection est déjà lancé et tout pourrait se clôturer avant fin novembre prochain », indique Live Irakoze, responsable du suivi et de l'accompagnement au projet FAIR.

Sur terrain, les organisations sont appuyées par des points focaux techniques. Ces derniers accompagnent les associations et les aident dans l'élaboration et la soumission des dossiers de demande de financements. Chaque micro-projet est financé à hauteur de 4 000 000 Fbu (2150 USD). L'association en rembourse 40% pour financer d'autres associations par les organisations partenaires, donc en fonds rotatifs

Les points focaux financiers accusent réception des fonds des microprojets et justifient les fonds donnés aux associations. Les justificatifs sont recueillis au niveau des associations lors de la mise en œuvre de leurs microprojets.

En principe, la mise en œuvre de chaque micro-projet dure 12 mois et les premiers ont démarré avec fin juillet. « Le projet est administré par un Comité de Pilotage composé des représentants des quatre organisations partenaires en plus du Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs. Ce comité se réunit une fois le trimestre pour évaluer l'état d'avancement du projet, donner des orientations stratégiques ou prendre des décisions ».

Un lien entre développement et paix

Mgr Aimé-Joseph Kimararungu, évêque du Diocèse Anglican de Gitega (EAB), est le point focal du Comité de Pilotage, projet FAIR. Il assure l'administration du projet au quotidien, convoque et préside les réunions du Comité de Pilotage. Ces réunions se tiennent en session ordinaire chaque trimestre et en session extraordinaire autant de fois que de besoin. « Quand les membres de l'équipe de projet voient un problème par exemple entre eux et l'un des partenaires au projet, ils s'adressent à moi et je facilite la communication. Je sers d'intermédiaire entre l'équipe du projet et les organisations partenaires », précise-t-il.



Le moulin de Mumuri

Cependant, il reconnaît un retard dans le démarrage effectif du projet. « Le décaissement des fonds pour les micro-projets était attendu en janvier 2019. Mais, il a dû attendre de longues procédures de mise en place des structures et le renforcement des capacités des associations sur la gestion des financements. Cela nous a pris de longs mois et retardé l'injection des fonds dans ces associations rurales », explique-t-il.

Mgr Kimararungu fait remarquer que ces associations rurales évoluant dans un contexte de précarité, de frustrations et parfois même de rivalités avaient fort besoin d'un accompagnement technique. Pour lui, la réussite de ce projet pilote de deux ans conditionnera la suite.

De son côté, la Coordination d'EIRENE Grands Lacs sert d'intermédiaire entre le projet FAIR et le partenaire financier Pain pour le Monde (PpLM). Elle assure l'accompagnement financier du projet et les virements de fonds transitent par elle. Les employés du projet font partie de son personnel.

Le projet est venu à point nommé. Il s'inscrit dans le lien entre le développement et la paix. Ses principaux indicateurs sont la bonne gestion des revenus, le renforcement des capacités des associations locales surtout féminines dans la gestion des micro-crédits et le renforcement des organisations partenaires dans la réalisation des micro-projets.

Et puis, l'exécution du projet FAIR par quatre organisations religieuses rentre dans la cohésion sociale pour les communautés à croyances différentes dans le but de développement.

Berend Becker

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

Un nouveau projet de CHIRO-Burundi, en partenariat avec GIZ

CHIRO-Burundi accorde une attention toute particulière aux groupes vulnérables, parmi eux les femmes, les enfants et aussi la minorité Batwa. Cette dernière constitue le groupe cible principal du projet « Jeunesse, Résilience, Dialogue Inclusive et Paix (Je-Re-Di-Paix) ». Le projet d'une année est réalisé à Zege, un site des Batwa à Gitega.

Les Batwa constituent un des trois groupes ethniques qui composent la société Burundaise. Leur nombre actuel au Burundi ne dépasse pas 100.000. Dans l'Archidiocèse Catholique de Gitega, les Batwa se localisent dans les sept régions pastorales (Gitega, Giheta, Makebuko, Karusi, Gishubi et Mwaro) dans lesquelles intervient CHIRO-Burundi avec son projet « Amahoro ».

Comme dans toutes les régions pastorales, les défis que vivent les Batwa se posent en termes de pauvreté, de marginalisation, de mépris et de violence au quotidien. Ces problèmes identifiés restent aujourd'hui une réalité encore palpable qui fait que les Batwa continuent à vivre dans une infériorité sociale à l'égard des communautés voisines. Cette réalité porte atteinte à l'intégration et au respect de leur dignité.

Les problèmes spécifiques dans le site de Zege sont nombreux. Les conditions de vie sont précaires et insalubres. Il y a un manque d'accès à l'eau potable et à l'hygiène, le faible accès aux services de santé pour des raisons financières mais aussi pour des raisons d'ordre socio-culturel, le manque d'information et l'analphabétisme favorisant l'auto-exclusion sociale.

Un processus consultatif entre CHIRO-Burundi et les représentants des Batwa a permis l'élaboration du projet Je-Re-Di-Paix.

L'objectif principal du projet est de contribuer à l'amélioration du climat social et du renforcement des revenus monétaires des jeunes Batwa autour du site de Zege. Pendant une année (fin 2019-fin 2020) il y aura plusieurs activités communes à réaliser dont entre autres :

- Le renforcement du dialogue sur la résilience des jeunes, la paix et la cohésion sociale à travers le théâtre participatif.
- La sensibilisation sur l'hygiène et des camps de travail entre les jeunes Batwa et les membres de



Un mutwa s'exprimant sur les défis d'accès à la terre

CHIRO-Burundi pour la construction des latrines modernes.

- Des séries de formation sur l'autopromotion, la paix et la cohésion sociale.
- Des émissions interactives sur la coexistence pacifique et l'économie solidaire diffusées dans une radio communautaire à Gitega.
- Des prières collectives regroupant les Batwa, les membres de CHIRO-Burundi et autres catholiques.
- L'accès au microfinancement pour des projets innovateurs.

Le projet renforce la cohésion sociale à Zege et réduit au même moment la pauvreté de la communauté Batwa.

Libérate Nzotungicimpaye, la responsable du site des Batwa de Zege salue l'initiative de CHIRO-Burundi. Elle exprime la ferme volonté des Batwa de s'associer aux autres membres de la communauté pour la mise en œuvre des initiatives de paix et de développement lancé par CHIRO.

Clothilde Nyandwi, Chargée de Projet « Amahoro »

Soumana Kailou, Assistant Technique d'EIRENE-CHIRO-Burundi



Des réfugiés burundais et des résidents congolais, comme des frères

EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien international pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires d'EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi ainsi que l'ONG congolaise « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH).

Le programme actuel « Transformation Alternative des Conflits – Transparence et Initiative Communautaire (TAC-TIC) » a démarré en 2018 et se termine en 2021.

Le volet du programme « cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « médias et paix » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits humains à travers des débats publics et émissions interactives radio.

Le quatrième volet prévoit la gestion transnationale des connaissances, l'échange régional et la création des effets de synergie.

A part du programme TAC-TIC, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » lie les actions de paix à celles de développement.



Nos films documentaires sur YouTube :

- CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement**
- Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité**
- L'or et la misère – La lutte d'ONGP pour la justice**
- Misisi – Quand l'or fait des misérable (français, anglais et allemand)**
- EIRENE : Service Civile pour la Paix dans la région des Grands Lacs**